



82 000 Canadiens signent une pétition parlementaire électronique historique demandant un embargo sur les armes à destination d'Israël

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 18 avril 2024

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Militarisation](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 18 avril 2024 — Les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) se réjouissent de l'introduction aujourd'hui de la [pétition parlementaire e-4745](#), qui demande un embargo bilatéral sur les armes à destination d'Israël et qui a été parrainée par Heather McPherson, porte-parole du NPD en matière d'affaires étrangères. Avec 82 248 signatures, il s'agit de la 9e pétition électronique la plus populaire de l'histoire du Parlement. CJPMO exhorte le gouvernement canadien à enfin écouter les Canadiens et à imposer immédiatement un embargo sur les armes pour tout commerce militaire avec Israël en utilisant la Loi sur les mesures économiques spéciales.

« Nous sommes très heureux de voir une réponse aussi positive à cette pétition en faveur d'un embargo total sur le commerce militaire avec Israël. Les Canadiens envoient un message clair au gouvernement : ils ne veulent pas armer la guerre génocidaire d'Israël à Gaza, ni que le Canada achète des armes au complexe militaro-industriel israélien », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO et créateur de la pétition. CJPMO remercie la députée McPherson d'avoir appuyé notre pétition et pour son plaidoyer continu au Parlement sur le commerce des armes entre le Canada et Israël.

La pétition e-4745 a été lancée par CJPMO et parrainée par Heather McPherson, députée d'Edmonton Strathcona et porte-parole du NPD pour les affaires étrangères. La pétition demande au gouvernement canadien de :

1. imposer un embargo bilatéral sur les armes entre le Canada et Israël ;
2. enquêter pour savoir si des armes ou des composants d'armes canadiennes ont été utilisés contre des civils palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, y compris pendant la guerre actuelle contre Gaza ;
3. revoir toute la coopération militaire et sécuritaire entre le Canada et Israël ; et
4. combler les lacunes qui permettent le transfert non réglementé et non déclaré de matériel militaire à Israël par l'intermédiaire des États-Unis.

Le 18 mars, le Parlement a voté pour « cesser l'autorisation et le transfert d'exportations d'armes vers Israël afin d'assurer la conformité avec le régime canadien d'exportation d'armes ». CJPMO a [averti](#) que le Canada tardait à mettre en œuvre cette politique et que la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, avait introduit des échappatoires qui

réduisaient de façon inacceptable la portée de l'interdiction. De plus, CJPMO note qu'il faut aller plus loin : le texte initial de la motion présentée par le NPD demandait au Canada de « suspendre tout commerce de biens et de technologies militaires avec Israël », et aurait reçu l'appui du Bloc Québécois, des députés verts et, [semble-t-il](#), de 90 députés libéraux.

« Il est évident qu'il existe un intérêt populaire et politique historique pour un embargo complet sur les armes à destination d'Israël. Le gouvernement Trudeau n'a aucune excuse pour ne pas rompre immédiatement tous les liens militaires avec Israël », a ajouté M. Bueckert.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

Téléphone: 613-315-7947

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2024

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca